Malgré le conflit en Ukraine, la Hongrie a le gaz le moins cher de l’UE

écrit par Jules Ferry | 10 mars 2022

Les pays de Visegrad rejettent également l'embargo énergétique antirusse (msn)

La politique anti-guerre d'Orban

Contrairement à l'hystérie de la propagande de guerre de l'UE, la politique antiguerre d'Orban de « *sérénité stratégique* » a également porté ses fruits sur le plan économique pour le peuple hongrois : **les acheteurs hongrois du secteur de l'énergie ont été protégés des fluctuations de prix et paient les coûts totaux les plus bas** (selon une étude de l'office hongrois de régulation de l'énergie MEKH, voir Index). Au sein de l'UE, le prix moyen du gaz naturel en février était le plus bas à Budapest et le deuxième plus bas pour l'électricité – seule Belgrade était encore moins chère. (msn)

Le prix moyen de l'électricité pour les particuliers à Budapest était de 10,34 cents / kWh en février. Dans les capitales des 27 États membres de l'UE, il était de 24,15

cents, **soit presque plus de 60 % plus cher.**

Orban : la Hongrie ne participe pas à l'embargo sur le gaz et le pétrole

Contrairement à la politique énergétique officielle de l'UE, le gouvernement Orban met l'accent à la fois sur la consolidation de la paix et sur la sécurité énergétique. Selon Orban, les embargos énergétiques antirusses auraient un impact disproportionné sur la Hongrie : 85 % de la consommation totale de gaz en Hongrie provient de Russie, et 64 % de la consommation de pétrole hongroise est couverte par la Russie. En ce sens, Orban s'est clairement prononcé contre la politique d'embargo énergétique antirusse menée par les Etats-Unis.

Le Premier ministre a été clair : la Hongrie ne participera pas aux sanctions contre les importations d'énergie russes, telles qu'elles sont principalement poursuivies par les Etats-Unis. (msn)

Un contrat gazier 5 fois plus avantageux entre la Hongrie et la Russie

Il y a un mois seulement, Orban a conclu à Moscou avec Poutine deux contrats gaziers très avantageux et à long terme pour son pays jusqu'en 2036. (euronews)

OUI ! Grâce à Orban, les Hongrois sont tranquilles jusqu'en 2036 !

Que faisaient Macron-Lemaire pendant ce temps-là ?

Choisir des contrats risqués à court terme (marché spot), c'est boursicoter avec l'argent des Français !

Et ils prétendent « *protéger les Français* » ?!!!

Même dans les foyers, on ne gère son propre argent de la sorte !

Ouvrage pratique de 1925 : Economie et prévoyance, à offrir à Bruno Lemaire !

Orban gère en bon père de famille, les autres pays de l'UE prennent des décisions en dehors de toute morale, dilapidant les deniers du peuple.

Un scandale inouï : la commission européenne avait mis fin à la sécurité des contrats à long terme et choisi le « marché spot », extrêmement risqué.

Pourtant, aucun responsable n'a été jugé ou dénoncé par la presse aux ordres.

Octobre 2021

L'Europe a commis une erreur en se retirant des contrats gaziers à long terme, selon Poutine

L'Europe a commis une erreur en réduisant la part des contrats à long terme sur le gaz naturel et en privilégiant des achats sur le marché spot où les prix ont récemment flambé, déclarait le président russe Vladimir Poutine.

Celle-là, on l'entendra pas sur BFM qui préfère toujours mettre les difficultés sur le dos de la Russie. **Autrement dit, les Européens s'étaient mis eux-mêmes dans la mouise. Evidemment, Macron-Lemaire préfèrent creuser la dette et acheter à prix d'or. Responsables mais jamais coupables.**

L'Europe a commis une erreur en réduisant la part des contrats à long terme sur le gaz naturel et en privilégiant des achats sur le marché spot où les prix ont récemment flambé, avait déclaré le président russe Vladimir Poutine en octobre.

Avant ces propos, un porte-parole du Kremlin, avait assuré que la Russie n'était pas responsable de la hausse record

des prix du gaz qui résulte, selon Moscou, d'une reprise de la demande, de faibles stocks et d'une baisse de l'offre sur le marché spot.

Le contrat à terme néerlandais sur le gaz de gros livré en novembre, référence pour le marché européen, **a été multiplié par près de huit** depuis le début de l'année. Dans la matinée, il s'échangeait autour de 150 euros par mégawattheure (MWh), un niveau inédit, avant de réduire ses gains à 107,50 euros vers 14h30 GMT.

S'exprimant lors d'une réunion gouvernementale retransmise à la télévision, **Vladimir Poutine** a déclaré: ***« La pratique de nos partenaires européens a confirmé une fois de plus qu'ils ont commis des erreurs. »***

« Nous avons discuté des précédents contrats de la Commission européenne et toute son attention était focalisée sur la suppression des contrats à long terme », a-t-il ajouté.

« Le but était une transition vers le marché spot du gaz. Et il devient évident aujourd'hui que ce choix était une erreur », a poursuivi Vladimir Poutine.

Le groupe gazier russe Gazprom a longtemps préféré les contrats à long terme sur le gaz pour ses clients en Europe. Ces contrats peuvent porter sur des durées d'environ 25 ans.

S'exprimant lors d'une conférence téléphonique, le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, a déclaré pour sa part qu'*« il n'y a absolument aucun rôle de la Russie sur ce qui se passe sur le marché du gaz »*. Suite